

Ile de La Réunion

Evaluation des mesures en tournant stratégique des programmes européens 2007-2013 de l'île de la Réunion

Restitution des travaux– 4 décembre 2015



Ordre du jour



Objectifs et enjeux



Méthodologie déployée



Premiers éléments de réponse aux questions évaluatives



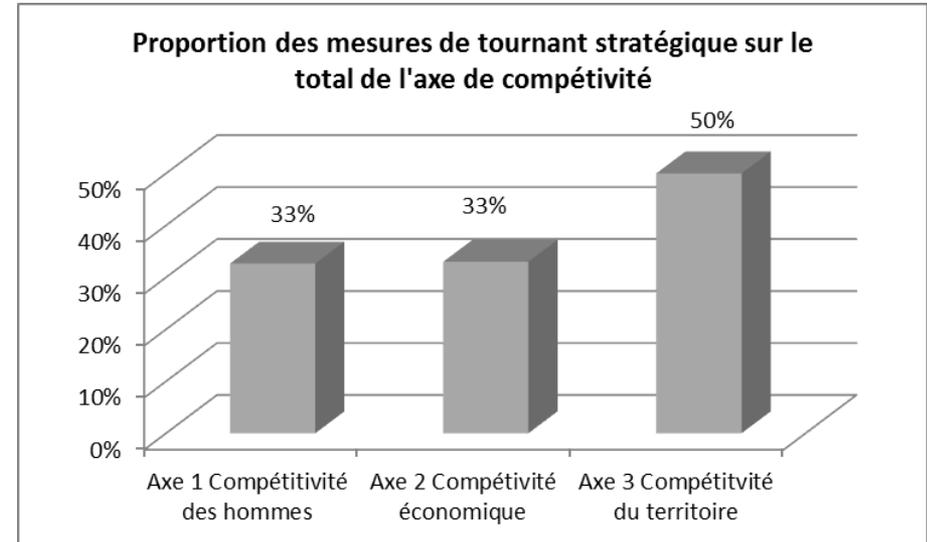
Prochaines étapes



Objectifs et enjeux

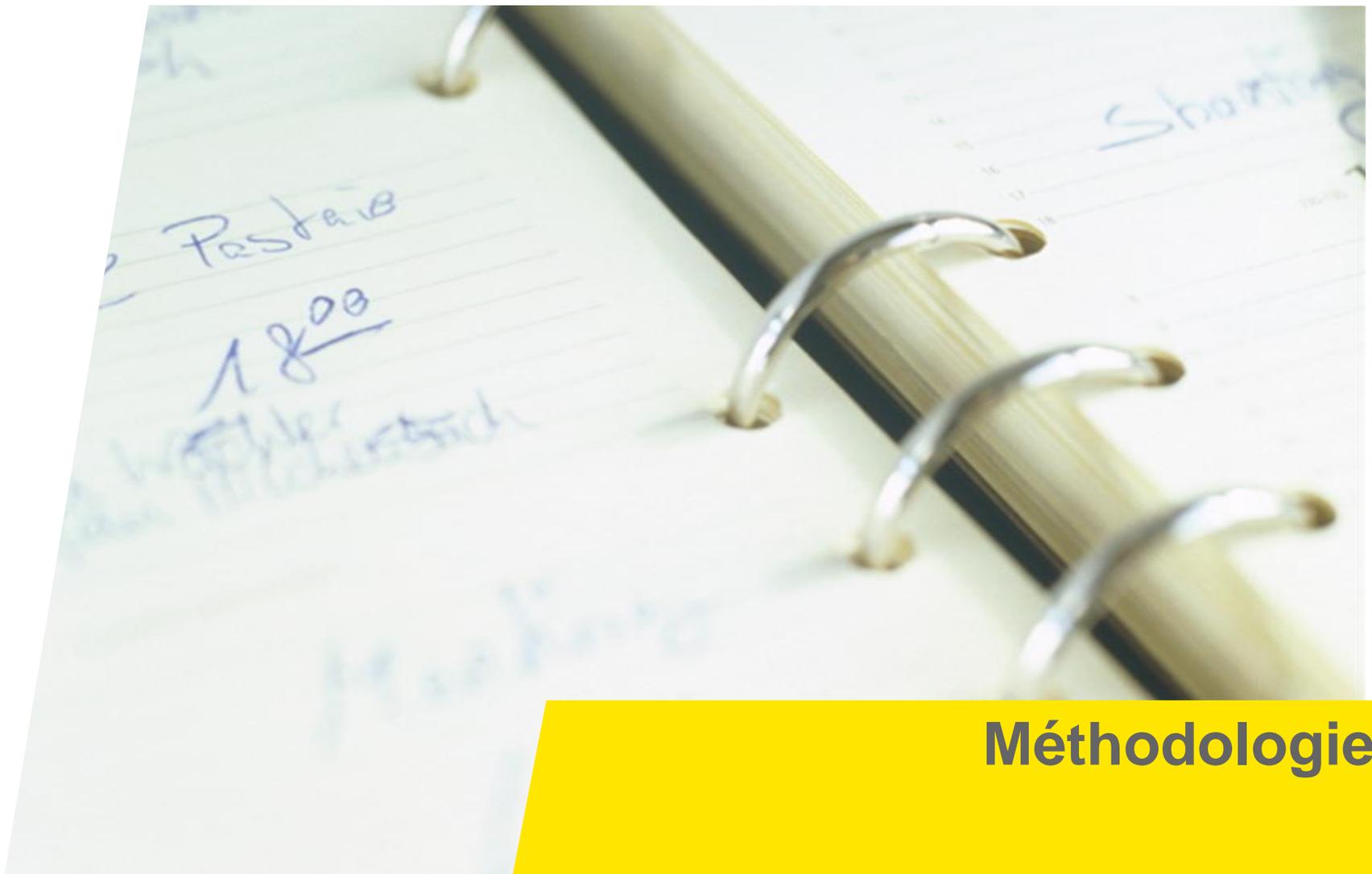
Objectifs et enjeux

- ▶ Une évaluation ex-post plurifonds, sur les mesures en tournant du programme, représentant 38% de la maquette 2007-2013
- ▶ Après une croissance forte au début des années 2000, volonté d'inscrire le territoire dans une nouvelle dynamique.



Mesures concernées

Fonds concernés	Mesures retenues
Compétitivité humaine: <i>Favoriser l'innovation et réfléchir à l'avenir à l'échelle internationale</i>	27 mesures FEDER CONV / FEDER COOP / FSE <ul style="list-style-type: none"> ▶ Construire des parcours de formation et professionnels porteurs d'avenir et miser sur des méthodes innovantes ▶ Développer une politique de la mobilité pour favoriser la conquête d'emplois plus diversifiés dans un plus grand nombre de pays ▶ Appliquer une stratégie d'ensemble pour le renforcement et l'adaptation des ressources humaines
Compétitivité économique <i>Préparer un pôle économique à l'échelle de l'Océan Indien</i>	44 mesures FEDER CONV / FEDER COOP / FEP <ul style="list-style-type: none"> ▶ Développer les secteurs stratégiques ▶ Mettre les infrastructures d'échange au service d'une économie d'ouverture sur l'Océan Indien ▶ Ouvrir les entreprises à l'international
Compétitivité territoriale <i>Placer le développement durable au cœur des choix d'aménagement</i>	24 mesures FEDER CONV / FEDER COOP / FEADER (2) <ul style="list-style-type: none"> ▶ Structurer et moderniser l'armature urbaine ▶ Considérer l'environnement, l'eau et l'énergie comme paramètres majeurs d'un nouvel aménagement



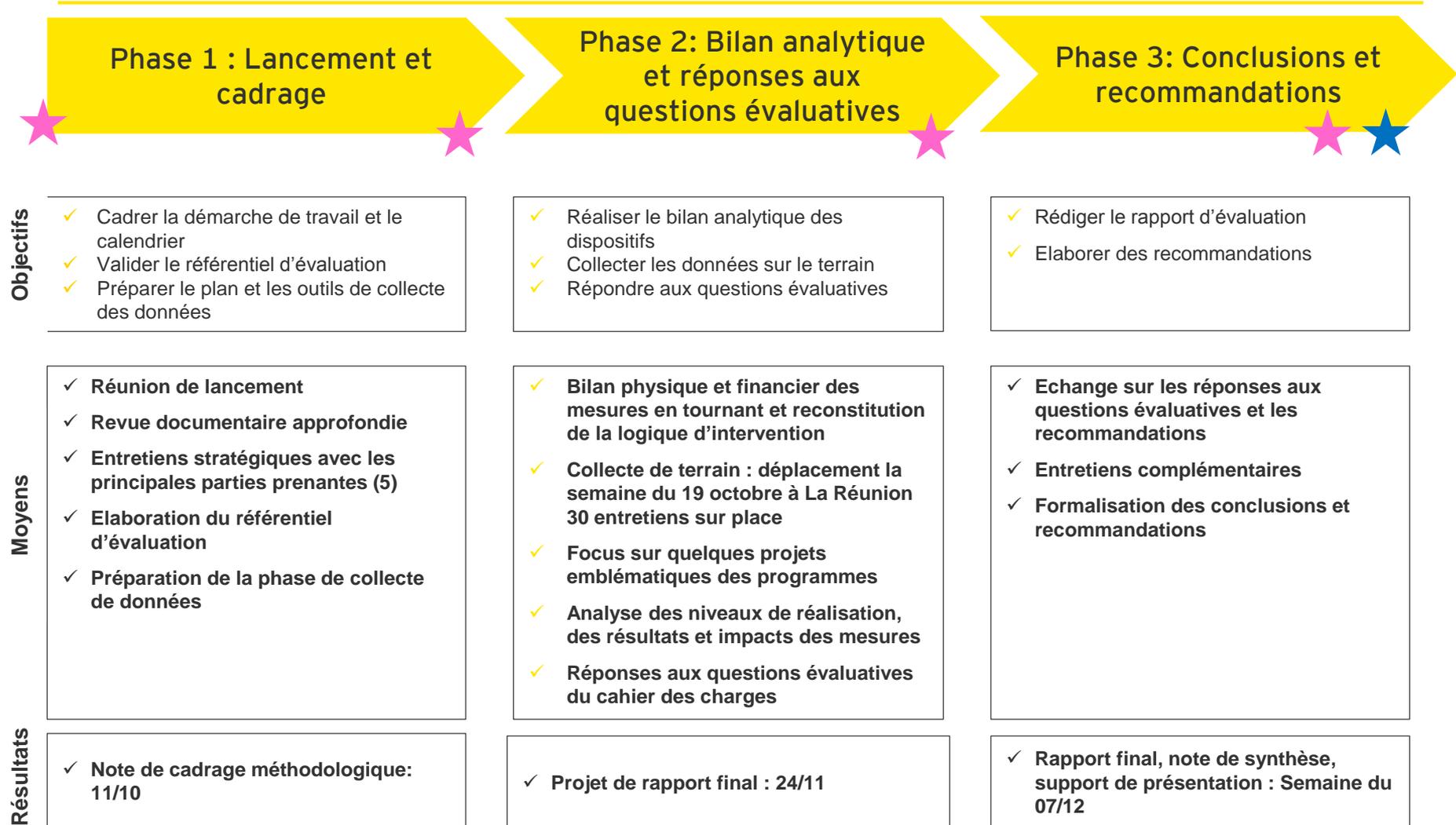
Méthodologie

Démarche générale



Comités de pilotage

Réunion de restitution

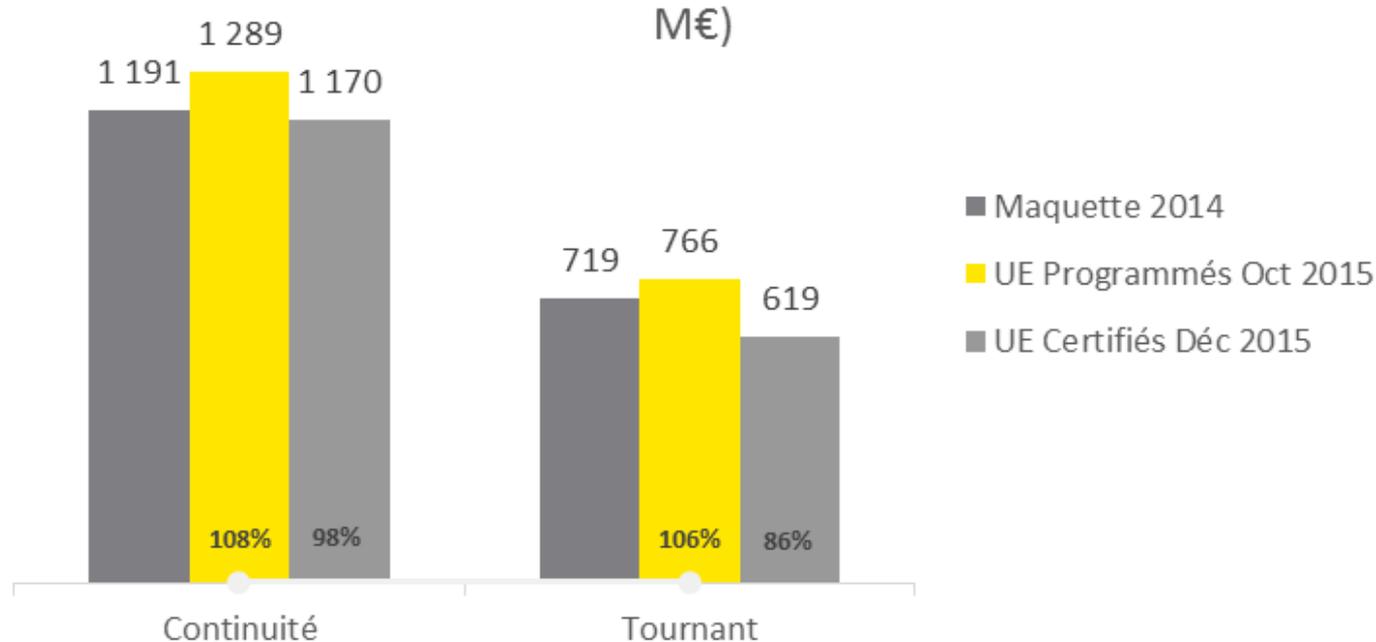




Synthèse du projet de rapport final

Un taux de programmation de 107%

Dynamique de programmation et de certification par type de mesure (Montants UE - M€)



Source : AGILE, traitement EY, Décembre 2015

- ▶ Un taux de programmation des mesures en tournant de 106%, comparable à celui des mesures en continuité
- ▶ Un retard de certification : taux de certification de 86%, inférieur de 12 points à celui des mesures en continuité

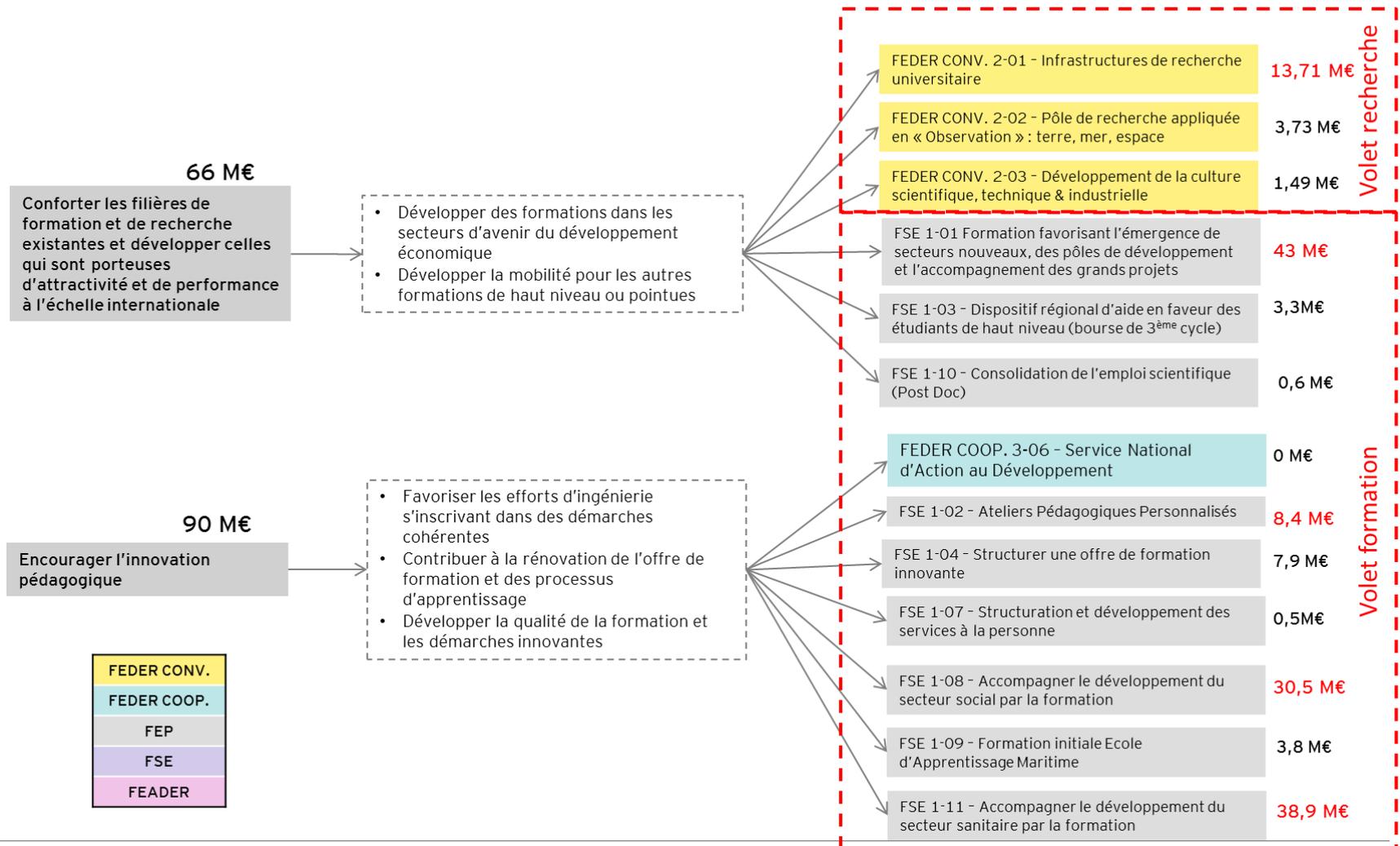


Éléments de réponse aux questions évaluatives

Axe 1: Compétitivité des hommes

1.1.1: Construire des parcours de formation et professionnels porteurs d'avenir et miser sur des méthodes innovantes

OBJECTIFS → TYPE D'ACTIONS → MESURES DES POs



Axe 1: Compétitivité des hommes

1.1.1: Construire des parcours de formation et professionnels porteurs d'avenir et miser sur des méthodes innovantes

Elements de réponse aux questions évaluatives

Mesures recherche:

FEDER CONV

2.01: infra. de recherche universitaire

2.02: Pôle de recherche appliquée terre mer espace

2.03: Dév. de la culture scientifique



- Mesures intéressantes pour mettre en valeur le territoire avec une pertinence variable en fonction des projets)
- 19 M€ de fonds UE, 4 projets sur 6 ont été réalisés (MAIDO / SEAS-OI / CYROI / CIEC)
- Des impacts variés en fonction des équipements:
 - **Social** avec le cyclotron et son utilisation médicale contribuant à l'amélioration de l'état de santé des réunionnais, et des patients régionaux
 - **Économique**: pépinière d'entreprises du CYROI et ses projets innovants (9 entreprises hébergées: santé, biodiversité, environnement) mais également la meilleure connaissance du sous-sol
 - **Environnemental**: la station du MAIDO et le SEAS OI en prévention des risques (volcanisme, inondations, glissements de terrain) et ciblage de l'action publique
 - Une **contribution forte au rayonnement régional** et international du territoire faisant de la Réunion un véritable pôle de recherche avancée, avec des équipements uniques dans la zone: amélioration de la capacité d'accueil, 2 UMR créées, 120 chercheurs accueillis, 2 projets PCRD, coopération internationale .
- Valeur ajoutée européenne très forte compte tenu des coûts impliqués et de l'incertitude des retombées économiques des projets.
- Importance des coûts de certains équipements pose la question de la pertinence des investissements?

Axe 1: Compétitivité des hommes

Recommandations pour l'axe 1

Recherche



- Accompagner la transition vers une économie de l'innovation pour augmenter la contribution de la recherche au développement économique
- Interroger la pertinence des investissements en faveur de la maintenance des équipements de recherche et diversifier le financement (Coopération? Ressources privées?)

Axe 1: Compétitivité des hommes

1.1.1: Construire des parcours de formation et professionnels porteurs d'avenir et miser sur des méthodes innovantes

Éléments de réponse aux questions évaluatives

MESURES FORMATION

FSE 1-02: APP

· FSE 1-04: Offre de formation innovante

· FSE 1-07: Services à la personne

· FSE 1-08: Dév. du secteur social

· FSE 1-09: Maritime

· FSE 1-11: Form. sanitaire



- Mesures indispensables pour améliorer la qualification des réunionnais et répondre aux besoins de formation du territoire
- **Réalisations très élevées: 137 M€** mais très bon niveau de remplissage des formations et mise en place d'une cellule pour faire coller les formations aux besoins des employeurs (notamment grands chantiers). Sanitaire et social, TIC, grands chantiers.
- **Résultats et impacts:**
 - Très bons résultats en matière d'insertion professionnelle notamment sur les grands chantiers / le secteur médico-social, bien que la clinique privée peine à recruter.
 - Bonne satisfaction des professionnels sur les formations dispensées
 - Vraie montée en puissance de la région sur certaines thématiques: Médicosocial, TIC
 - Augmentation de la qualification des réunionnais (jeunes sans diplôme sont passés de 54% de la population en 1999 à 36% en 2011) favorisant l'insertion
- **Difficultés de mise en œuvre:** les nouvelles règles des marchés publics pour les organismes de formation pouvant nuire à la qualité des formations dispensées
- Les fonds européens ont permis d'apporter une **dimension plus ambitieuse** aux formations

Axe 1: Compétitivité des hommes

Recommandations pour l'axe 1

Formation

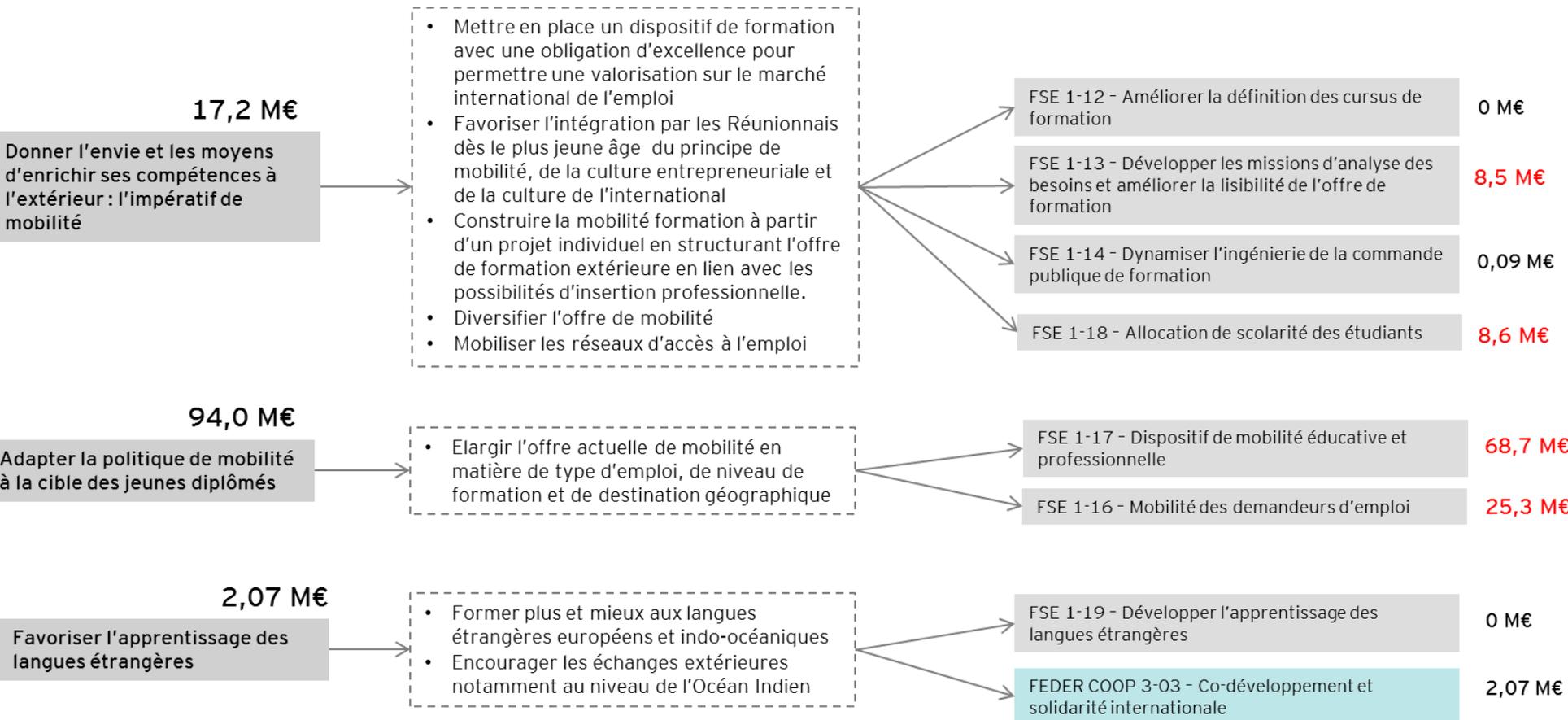


- Poursuivre l'effort de formations et la mise en adéquation des besoins avec l'offre de formation dans tous les domaines
- Investir dans les secteurs porteurs de forte valeur ajoutée pour l'île (tourisme, agronutrition, énergies renouvelables, innovation)

Axe 1: Compétitivité des hommes

1.1.2: Développer une politique en faveur de la mobilité pour favoriser la conquête d'emplois plus diversifiée dans une plus grand nombre de pays

OBJECTIFS → TYPE D'ACTIONS → MESURES DES POS



Axe 1: Compétitivité des hommes

1.1.2: Développer une politique en faveur de la mobilité pour favoriser la conquête d'emplois plus diversifiée dans une plus grand nombre de pays

Éléments de réponse aux questions évaluatives

Mesures BESOINS de FORMATION et MOBILITE

FSE 1-12

FSE 1-13

FSE 1-16

FSE 1-14

FSE 1-17

FSE 1-18

FSE 1-19

FEDER COOP 3-03



- La mobilité est une **exigence pour un territoire insulaire français**, à développer au plus jeune âge
- Réalisations:
 - **D'importants moyens mobilisés** pour encourager, promouvoir et faciliter la mobilité des jeunes et des demandeurs d'emploi (près de 100M€).
 - De **nouveaux dispositifs** ont été mis en place / renforcés (ex: apprentissage - partenariats étrangers)
- Résultats et impacts: 9% des jeunes réunionnais en ont bénéficié
 - **Économiques:** amélioration de la qualification des étudiants (si offre de formation non disponible sur place), perspective d'emplois plus large: taux d'emploi de 56% vs 29% pour les autres.
 - **Comportementaux:** augmentation des capacités d'adaptation des jeunes rentrant de mobilité et d'ouverture d'esprit, valorisées dans l'emploi.
- Difficultés rencontrées: un **manque de clarté** dans l'utilisation des crédits et les effets des mesures, notamment à long terme, des difficultés de gouvernance et de coordination ayant donné lieu à une nouvelle gouvernance sur 2014-2020.
- Une nouvelle préoccupation: le **retour des jeunes après la mobilité**.

Axe 1: Compétitivité des hommes

Recommandations pour l'axe 1

Mobilité

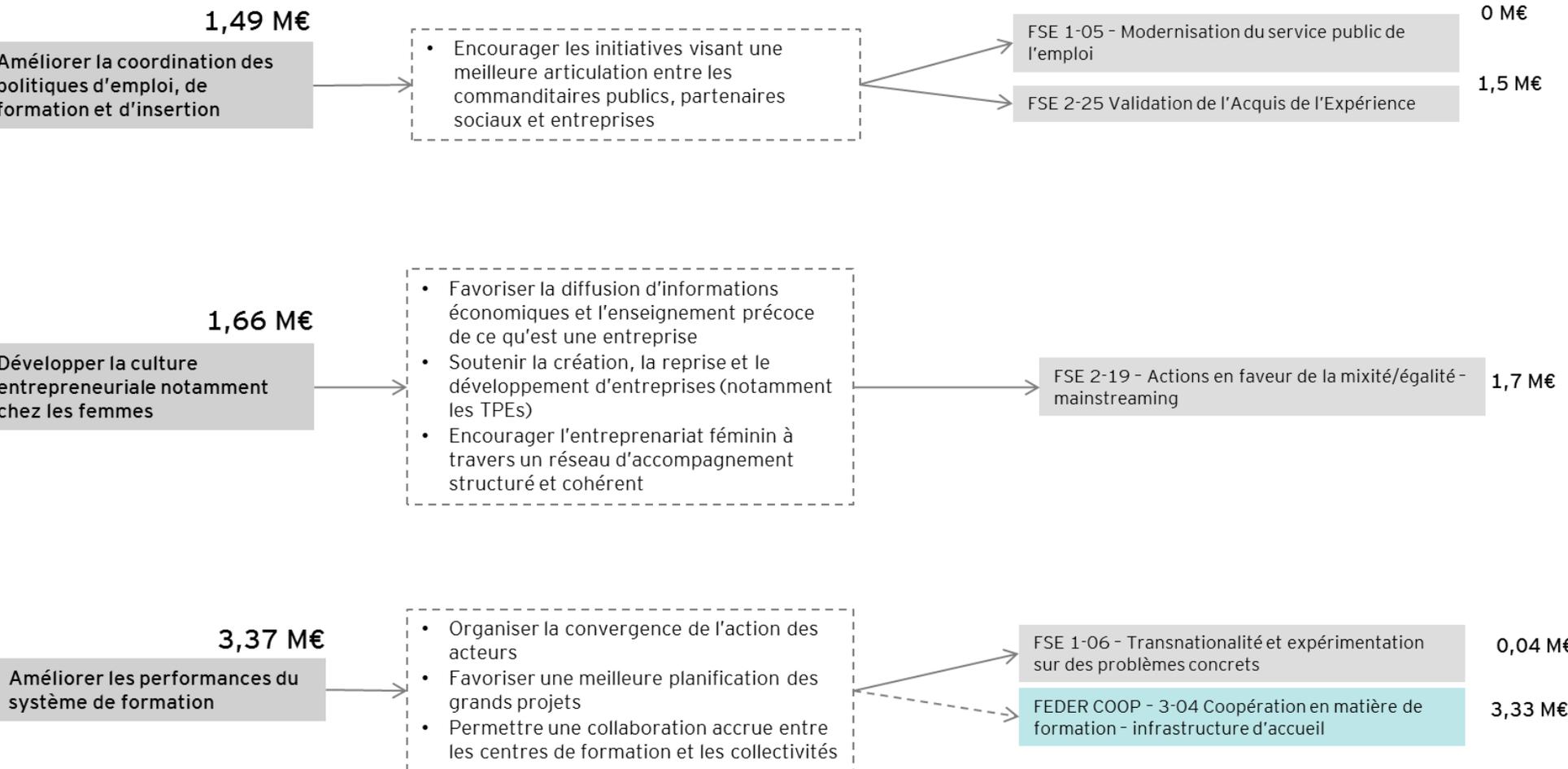


- Améliorer la gouvernance et la lisibilité des dispositifs pour les candidats
- Renforcer le suivi des bénéficiaires notamment à moyen et long terme
- Améliorer la cohérence entre les dispositifs

Axe 1: Compétitivité des hommes

1.1.3: Appliquer une stratégie d'ensemble pour le renforcement et l'adaptation des ressources humaines

OBJECTIFS → TYPE D'ACTIONS → MESURES DES POS



Axe 1: Compétitivité des hommes

1.1.3: Appliquer une stratégie d'ensemble pour le renforcement et l'adaptation des ressources humaines

Éléments de réponse aux questions évaluatives

Mesures

FSE 1-05: SP
emploi

FSE 2-25: VAE

FSE 2-19:
mixité / égalité

FSE 1-06:
transnationalité

FEDER COOP 3-
04:
infrastructures
d'accueil

Un ensemble de mesures assez variées, présentant une **pertinence certaine mais dont le dimensionnement peut être interrogé**

• **Ex VAE:** des besoins importants à la Réunion compte-tenu du faible taux de qualification / formation initiale

• Réalisations : très forte sur la période en particulièrement en début de période, à mettre en lien avec les efforts de promotion (jusqu'à 800 validations totales en 2009, puis baisse jusqu'à 500 en 2014)

• Résultats: 7635 validations

• Socio-économiques: améliore l'employabilité des personnes, ou leur rémunération

• Amélioration du nombre de tuteurs susceptibles d'accueillir des stagiaires.

• Valeur ajoutée UE: capacité du dispositif augmentée

• **Infrastructures d'accueil étrangers:** un dispositif sous-utilisé posant la question de la pertinence de l'outil

• **Egalité hommes-femmes:** mesure pertinente dans un contexte de discrimination forte malgré un niveau de qualification plus élevé

Evolution de la validation de 2003 à 2014



Axe 1: Compétitivité des hommes

Dans quelle mesure les interventions cofinancées par les fonds européens, relevant des tournants stratégiques de l'Axe 1 "Valoriser le potentiel humain" visant l'augmentation de la qualification ont-elles augmenté le niveau de qualification général ?

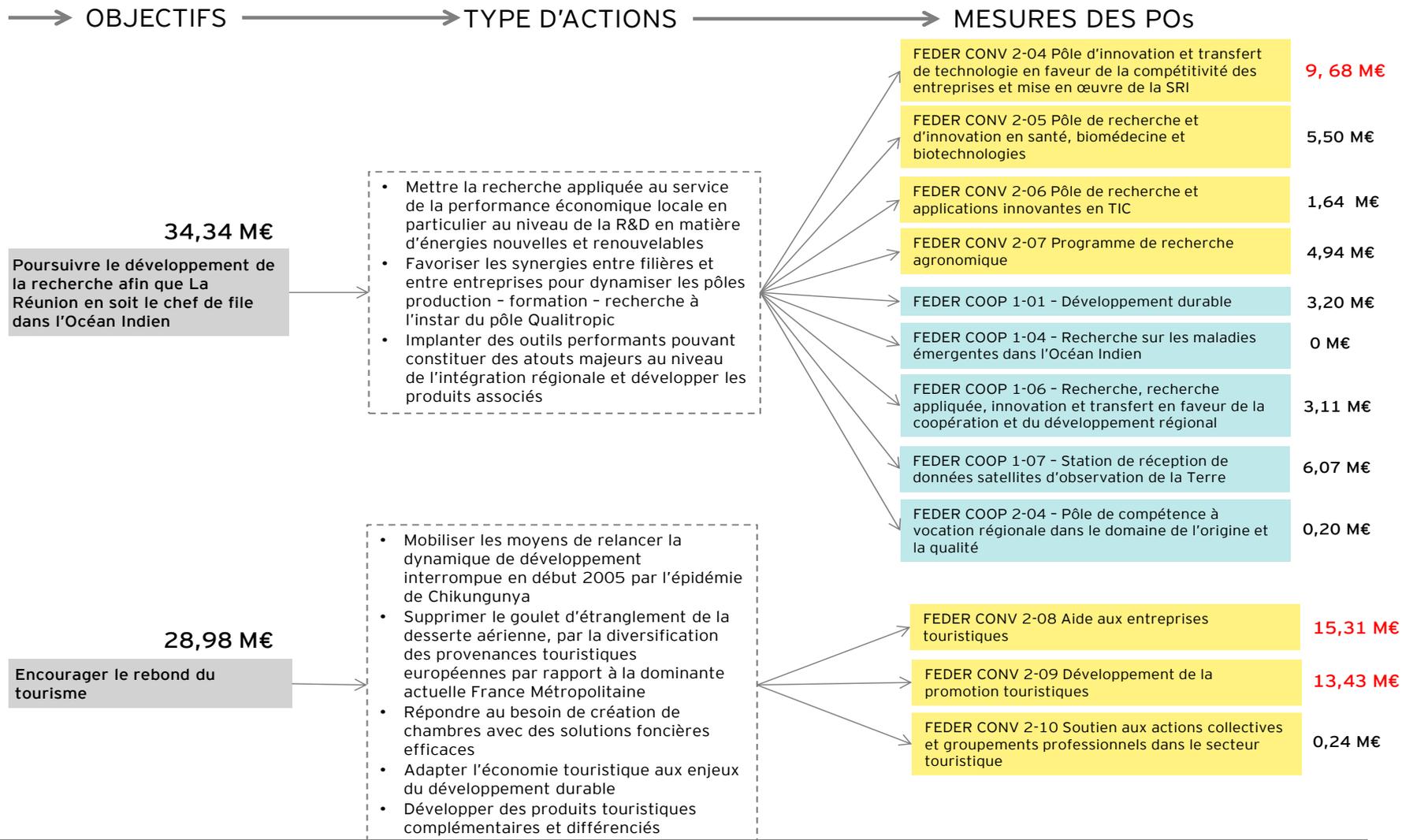
- ▶ Une qualification en hausse depuis 1999
 - ▶ Les jeunes sans diplômes représentent 36% des 16-29 ans en 2011 vs 54% en 1999 (Bac: +10 points, diplôme d'études supérieures: +10 points)
 - ▶ Un vrai facteur de protection contre le chômage: le taux d'emploi augmente graduellement de 18% à 80% avec les diplômes

- ▶ Une contribution forte des fonds européens, notamment du FSE
 - ▶ 137 M€ dans la formation : 1.01 (grands chantiers et secteurs d'avenir – TIC / Tourisme); 1.08 (social); 1.11 (sanitaire) en particulier
 - ▶ 65 M€ dans la mobilité des jeunes pour les études
 - ▶ VAE pour les adultes

- ▶ Une volonté partagée entre la Région, l'Etat et le département

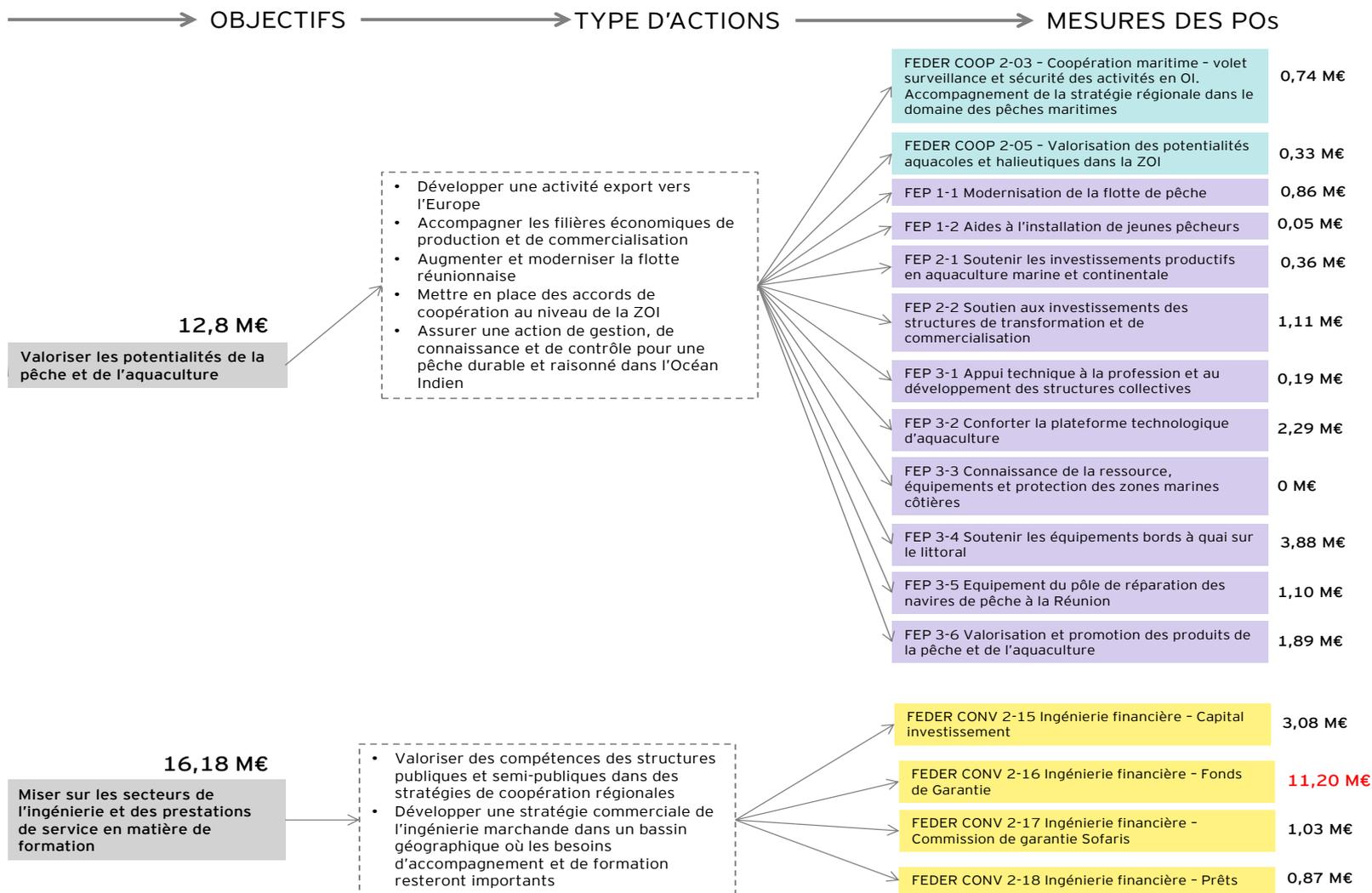
Axe 2: Compétitivité économique

2.1.1: Développer les secteurs stratégiques



Axe 2: Compétitivité économique

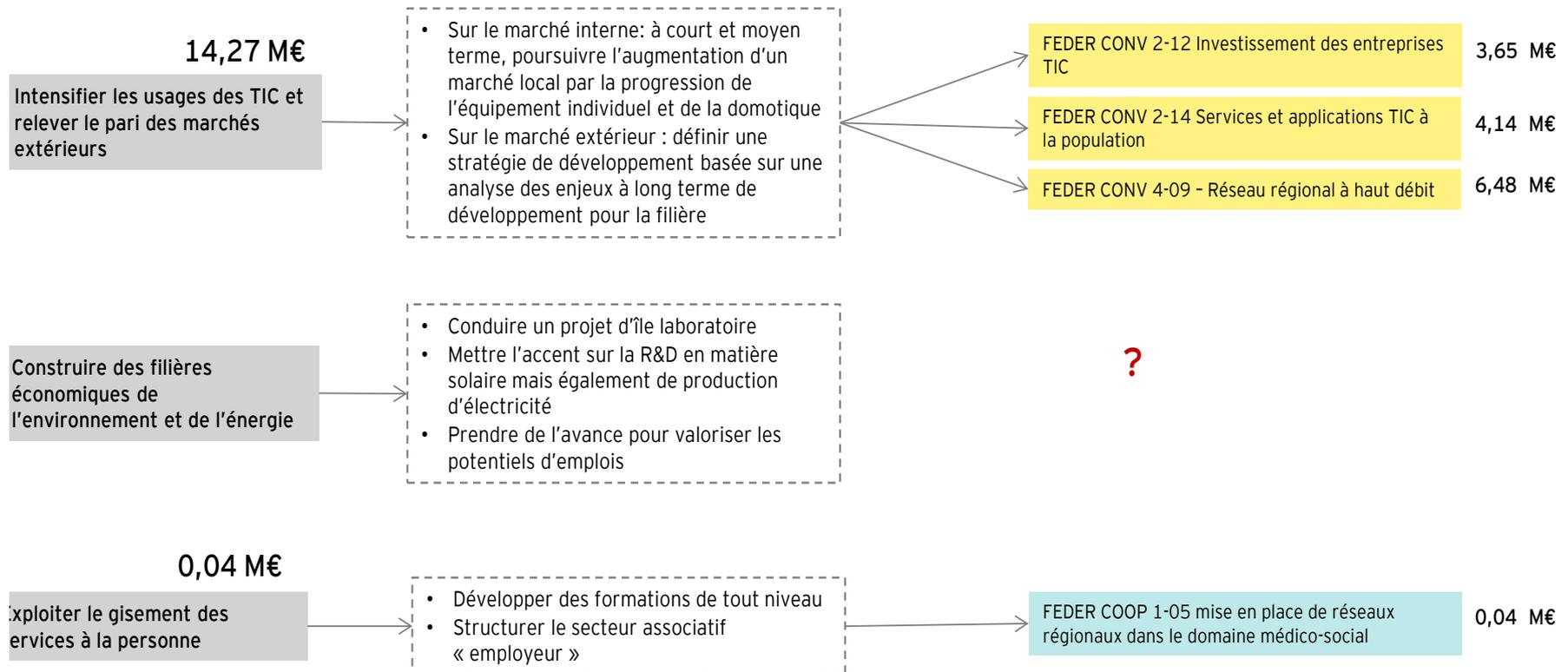
2.1.1: Développer les secteurs stratégiques



Axe 2: Compétitivité économique

2.1.1: Développer les secteurs stratégiques

→ OBJECTIFS → TYPE D'ACTIONS → MESURES DES POS



Axe 2: Compétitivité économique

2.1.1: Développer les secteurs stratégiques

Premiers éléments de réponse aux questions évaluatives

Mesures "pôles de recherche et d'innovation":

FEDER CONV

- 2.04: Pôle d'innovation et transfert de technologie
- 2.05: Pôle de recherche et innovation santé, biomédecine et biotechnologies
- 2-07 Programme de recherche agronomique

FEDER COOP

- 1.07 Station de réception de données satellites d'observation de la Terre

- Mesures intéressantes pour la mise en place d'incubateurs régionaux à La Réunion, 15 millions d'euros de fonds européens et leurs programmes de recherche et d'innovation (CRITT - QUALITROPIC), et le programme de recherche agronomique du CIRAD (5M€).
- Construction de la station de recherche du SEAS OI sur le FEDER COOP.
- Résultats et impacts: 3 domaines soutenus - Santé / Agronomie / Environnement
- Sur la période 2007-2013, la technopole a permis :
 - 44 projets incubés
 - 28 créations d'entreprises dont 26 sont toujours en activité
 - Plus de 70 emplois créés
 - 7 brevets
- Malgré de beaux projets, un bilan mitigé du pôle de compétitivité QUALITROPIC en termes de coopération et de nombre de projets soutenus, posant la question du maintien du label.

Axe 2: Compétitivité économique

2.1.1: Développer les secteurs stratégiques

Premiers éléments de réponse aux questions évaluatives

Mesures "Tourisme"

FEDER CONV

- 2.08: Aide aux entreprises touristiques
- 2.09: Développement de la promotion touristique
- 2-10: Soutien aux actions collective et groupements professionnels

- Un **secteur porteur** compte-tenu des avantages comparatifs de La Réunion dans la zone (francophone / Europe, destination sûre, biodiversité / tourisme vert, volcan...)
- Un **contexte marqué par les crises successives** de la période ("crise Chikungunya" et "crise requins")
- Des **réalisations majeures** en termes de capacité d'accueil: 25 projets hoteliers, 23 projets de loisirs y.c. restauration
- **Résultats et impacts**
 - Stabilité du nombre de touristes
 - Montée en compétences des professionnels (même si des efforts à poursuivre)
 - De légers changements semblent se dessiner :
 - La part des touristes européens est en augmentation
 - Léger redémarrage du tourisme de croisière

Axe 2: Compétitivité économique

2.1.1: Développer les secteurs stratégiques

Premiers éléments de réponse aux questions évaluatives

Mesures "Ingénierie et prestation de service formation"

FEDER CONV

· 2.15 à 2-18: ingénierie financière

- L'ingénierie financière permet un effet de levier plus important et revêt donc une importance particulière
- Outil particulièrement pertinent dans un contexte de frilosité des établissements bancaires
- Plusieurs outils d'ingénierie financière ont été mis en place sous la programmation 2007-2013 :
 - 2 fonds communs de placement à risque
 - Prêts d'honneur

Dans quelle mesure les interventions cofinancées par les fonds européens, relevant des tournants stratégiques de l'Axe 2 ont-elles développé les secteurs stratégiques (Tourisme, TIC, Agronutrition) ? (1/2)

► Evolution du secteur sur la période

Tourisme : un maintien de l'activité sur la période

- Augmentation de la fréquentation des touristes extérieurs depuis la crise de 2006 : pic en 2011 (471 000), puis stabilisation (416 000 en 2013, niveau proche des années 2000), soit +4.9% entre 2008 et 2013.
- La proportion des touristes européens (hors Métropole) a bondi de plus 49% en 2014.
- Accroissement des capacités d'accueil touristiques de tous types, principalement alternatives : création de 3216 lits supplémentaires.
- Stabilité de l'emploi dans l'hébergement et la restauration : 2,8% en 2005 et 2,9% en 2013.

TIC : le déploiement du haut-débit

- Déploiement du haut débit sur l'île : accès de la quasi-totalité de la population au haut débit,
- Généralisation de l'utilisation des TIC par la population et les entreprises
- Accroissement des investissements productifs dans les TIC (logiciel de gestion, sites, services en ligne, etc.), facteur de compétitivité économique
- Formation importante

Agro nutrition

- Regroupe le quart des dépenses de recherche de l'île.
- Bénéficie de l'implantation du Cirad et de QUALITROPIC, seul pôle de compétitivité de l'Outre-mer français.
- Dispose de la seule structure organisée de recherche privée de l'île : le Groupement d'intérêt économique «eRcane », acteur majeur de la filière canne à sucre à La Réunion.

Dans quelle mesure les interventions cofinancées par les fonds européens, relevant des tournants stratégiques de l'Axe 2 ont elles développé les secteurs stratégiques (Tourisme, TIC, Agronutrition)? (2/2)

► Contribution des fonds européens, en particulier du FEDER CONVERGENCE

Entre 2007 et 2013, deux problématiques majeures pour le **tourisme** :

- le renforcement de l'offre de qualité (hôtel, restauration, activités) mis en œuvre par la mesure 2-08 qui répond mieux aux besoins des touristes européens.
 - l'accroissement et diversification de la clientèle extérieure par la mesure 2-09 (promotion de l'IRT).
- Investissements engagés pour répondre aux faiblesses structurelles du secteur (capacités hôtelières, renforcement de la qualité de l'offre de restauration et de loisirs, montée en compétences).

Accès généralisé et utilisation des **TIC** au sein de l'île par :

- la réalisation du réseau G@zelle (mesure 4-09),
 - le développement des services à la population (mesure 2-14)
 - l'accroissement de l'offre de services aux entreprises (mesure 2-13).
- Digitalisation en cours des entreprises (mesure 2-12), renforçant l'appareil productif et mise en place d'un pôle de compétences, porteur d'un potentiel d'innovation.

► Facteurs externes

- Secteur du tourisme touché par de nombreuses crises : la crise de 2006 épidémie de Chikungunya, crise des requins et crise financière et économique.
- Effet levier avec la Stratégie régionale d'innovation, élaboration (2010-2011) de la Stratégie de Cohérence Régionale sur l'Aménagement Numérique sur le territoire réunionnais (SCoRAN)
- Objectif de déploiement du très haut débit inscrite dans le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN)

Recommandations pour l'Axe 2 (1/3)

Tourisme

- **Poursuivre la restructuration de l'offre**
 - Investir dans les projets hôteliers classés pour répondre aux demandes des tour-opérateurs et des compagnies de croisière
 - Viser à une meilleure couverture du territoire (les Hauts)
 - Poursuivre l'amélioration et la diversification de l'offre dans la restauration et l'accompagnement à la création d'activités – éléments d'attractivité
- **Promouvoir la diversification et l'accroissement des touristes extérieurs**
 - Réorienter les campagnes de promotion de manière plus ciblée et utilisant les nouveaux outils de communication car La Réunion reste une destination peu connue dans un environnement concurrentiel important.

TIC

- Poursuivre la couverture totale de la population en très haut débit pour garantir une plus grande qualité et performance et de la réduction des coûts.
- Poursuivre la dynamique de modernisation des services publics, de l'offre de services TIC en faveur du développement des secteurs marchands.
- Intensification de la volonté de soutien aux investissements productifs car les TIC représentent un fort potentiel économique, facteur d'accroissement de la compétitivité.

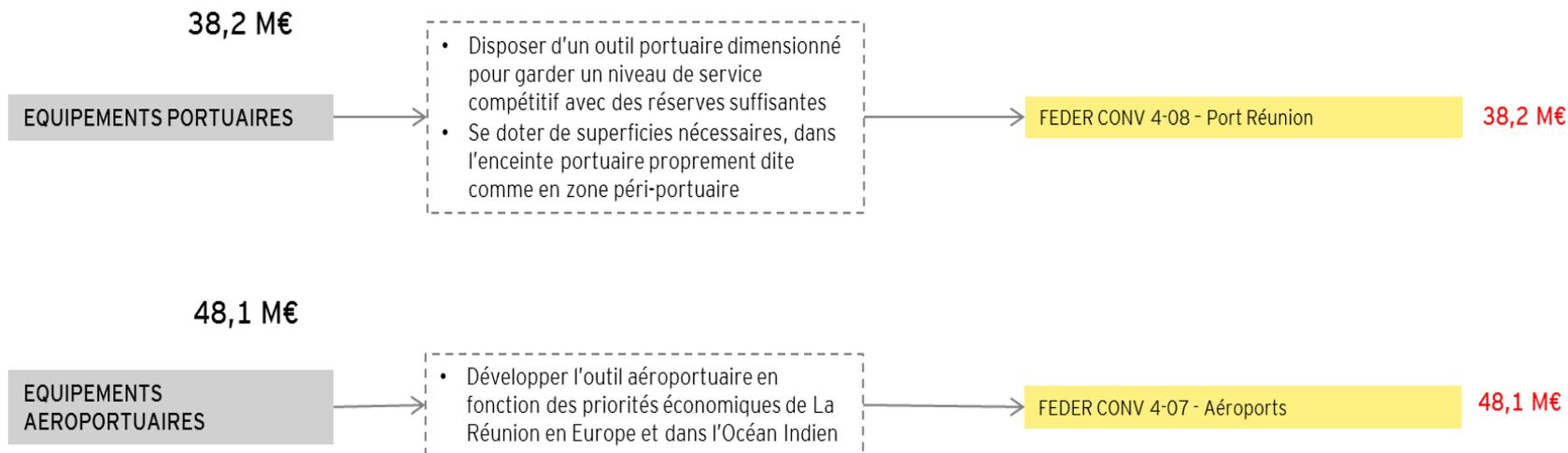
AGRONUTR ITION

- Développer ce secteur à forte valeur ajoutée pour lequel La Réunion dispose de nombreux atouts (Cirad, Qualitropic)

Axe 2: Compétitivité économique

2.1.2: Mettre les infrastructures d'échange au service d'une économie d'ouverture sur l'Océan Indien

THEMATIQUE → OBJECTIFS → MESURES DES POs



Axe 2: Compétitivité économique

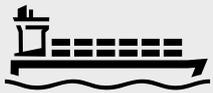
2.1.2: Mettre les infrastructures d'échange au service d'une économie d'ouverture sur l'Océan Indien

Premiers éléments de réponse aux questions évaluatives

Mesure Port

FEDER CONV

4.08 : Port Réunion



- Phase 2 du Port Est : approfondissement du port et extension des quais permettant ainsi une **augmentation significative de la capacité d'accueil**
- Des investissements nécessaires afin de maintenir La Réunion dans la course du trafic international
 - Changement d'échelle dans les navires utilisés : accroissement de la taille des porte-conteneurs
 - Tendance à la rationalisation économique des routes empruntées.
- Concurrence de Maurice, devenue plaque tournante du transbordement régional
- **Une programmation très tardive, des travaux en cours de finalisation** mais pas de difficulté particulière dans la mise en œuvre des travaux
- Les résultats escomptés :
 - Maintien de l'attractivité du port (accueil de gros porte-conteneurs)
 - Accroissement des activités de transbordement
 - Renforcement des services proposés aux compagnies maritimes
- En 2014, 4,3 M de tonnes ont transité par la plateforme, alors même que Port-Louis affiche un trafic de 6,9 millions de tonnes en 2013 .

Axe 2: Compétitivité économique

2.1.2: Mettre les infrastructures d'échange au service d'une économie d'ouverture sur l'Océan Indien

Premiers éléments de réponse aux questions évaluatives

Mesure Aéroport

FEDER CONV

4.07 : Aéroports



- Au cours de la programmation, l'enveloppe dédiée à cette mesure a été significativement augmentée (de 10 à 42 millions d'euros).
- Des investissements nécessaires pour maintenir l'île aux standards internationaux :
 - L'arrivée d'avions de nouvelle génération impose des aménagements des structures et superstructures pour permettre leur accueil
 - L'île Maurice accueille depuis 2013 l'A380 (liaison opérée par Emirates)
- Cette mesure a notamment financé des travaux d'aménagement de l'aéroport Roland Garros :
 - Mise aux normes des pistes d'atterrissage et des parkings pour pouvoir accueillir les derniers avions : le Boeing 777 et l'A380
 - Travaux de rénovation et d'extension de l'aérogare passagers (intérieur, assainissement, centrale électrique)
 - Réalisation de travaux de confortement de la zone littorale
- Des objectifs de fréquentation de passager largement dépassés dès 2008
- L'objectif de 40 MT de fret aéroportuaire annuel semble loin d'être atteint : en 2012, l'aéroport enregistrait 17 950 tonnes à l'arrivée et 7 400 tonnes au départ.

Dans quelle mesure les interventions cofinancées par les fonds européens, relevant des tournants stratégiques de l'Axe 2 ont-elles mis les infrastructures d'échange au service d'une économie d'ouverture sur l'Océan Indien ?

- ▶ Des évolutions majeures dans les infrastructures portuaires et aéroportuaires
 - ▶ Changement d'échelle du trafic maritime : accroissement de la taille des porte-conteneurs, rationalisation économique des routes empruntées
 - ▶ Arrivée d'avions de nouvelle génération
 - ▶ Mise aux normes importante des infrastructures du Port et de l'Aéroport, leur permettant de rester dans la course des échanges mondiaux
 - ▶ Peu d'évolution en termes d'exportations réunionnaises de biens ou de fréquentation touristique

- ▶ Une contribution importante des fonds européens, notamment du FEDER CONV
 - ▶ Mesures 4.07 et 4.08 ont financé les aménagements à hauteur de 80 M€, à hauteur de 50% du coût total.

- ▶ Des aménagements qui accompagnent des changements dans la gouvernance des structures
 - ▶ Changement de gouvernance du Port et de l'Aéroport en cours de programmation, dans le cadre de la réforme des ports et aéroports français
 - ▶ Récente décision de CMA-CGM de faire de La Réunion son hub régional, qui pourrait permettre à La Réunion d'accroître son rôle de plateforme de transbordement dans la région

Recommandations pour l'Axe 2 (2/3)

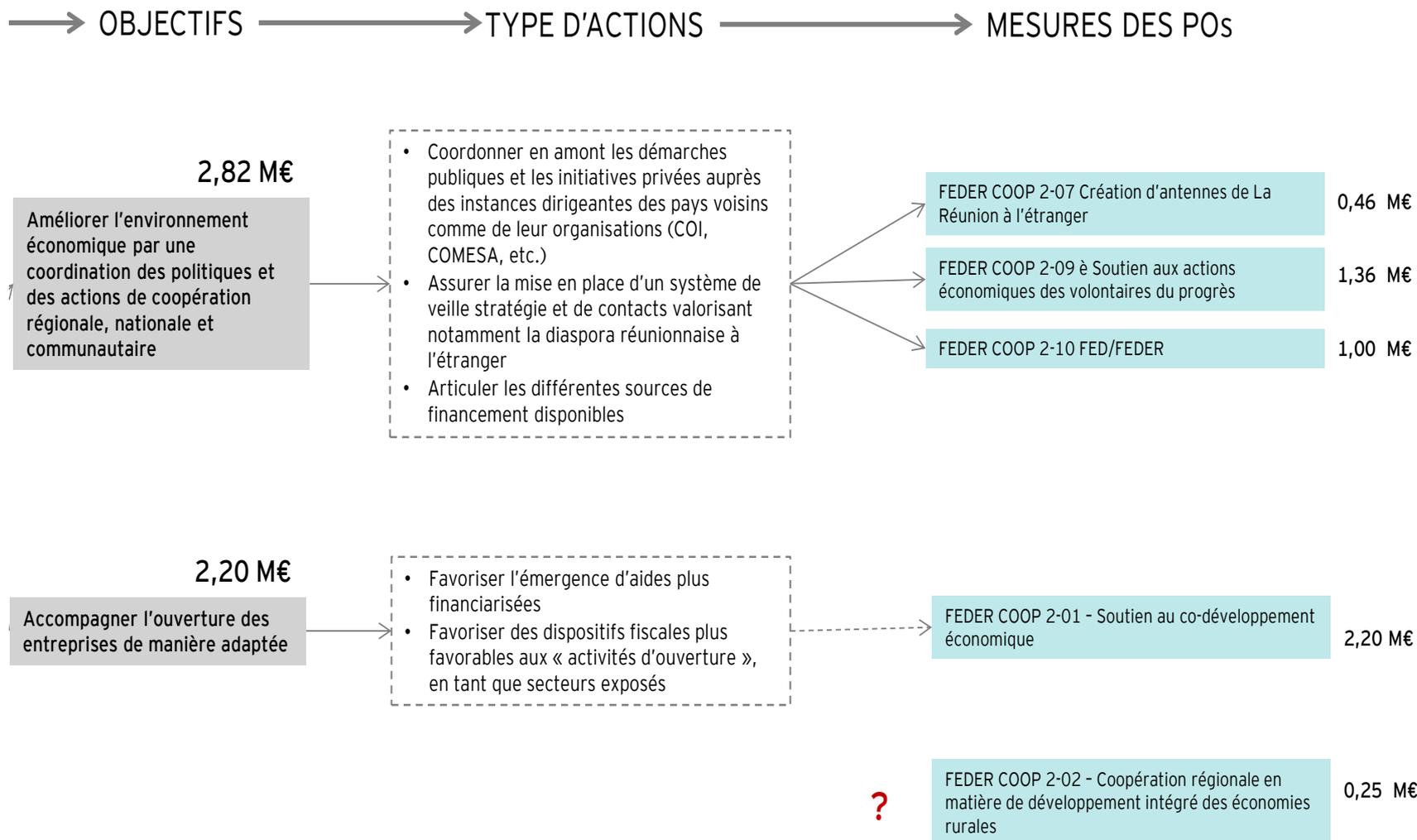
Port et aéroport



Poursuivre les efforts pour attirer les compagnies maritimes internationales et les avions de nouvelle génération, et les compagnies aériennes
Exploiter les marges d'amélioration en matière de fret aérien
Enjeu majeur de l'accroissement des exportations réunionnaises de biens, qui demeurent très déséquilibrées

Axe 2: Compétitivité économique

2.1.3: Ouvrir les entreprises à l'international



Axe 2: Compétitivité économique

2.1.3: Ouvrir les entreprises à l'international

Premiers éléments de réponse aux questions évaluatives

Mesure
"accompagnement
des entreprises"

FEDER COOP

- 2-01 : soutien au co-développement économique



- Mesure visant à favoriser l'internationalisation des entreprises réunionnaises
- Une activité d'exportation des entreprises réunionnaises relativement faible
 - Environ 700 entreprises ont une activité d'export / 40 000 (à conf.)
 - Un intérêt croissant pour les événements en faveur de l'export
 - Organisation d'évènements visant la mise en relation d'entreprises réunionnaises avec des entreprises de l'île Maurice et du Mozambique :
 - Mise en relations ayant permis la mise en place de collaboration dans différents secteurs d'activités
 - Succès grandissant des ces évènements : le nombre d'entreprises participants est de plus en plus important
- Effet de levier important des fonds européens qui finance jusqu'à 100% ces actions
- Coordination progressive des acteurs notamment avec le Programme régional de l'internationalisation des entreprises

Dans quelle mesure les interventions cofinancées par les fonds européens, relevant des tournants stratégiques de l'Axe 2 ont elles permis d'ouvrir les entreprises à l'international ?

- ▶ Un contexte d'exportation de biens en baisse, mais une augmentation de la part de sociétés exportatrices
 - ▶ Exportations réunionnaises en baisse depuis 2012 : 307M€ en 2012, 284M€ en 2014, après une hausse fragile depuis 2009 (251M€)
 - ▶ 460 sociétés exportatrices (hors commerce avec la métropole et Mayotte *) en 2013, 25 % des sociétés exportatrices le sont depuis 5 ans ou moins.
- ▶ Une contribution importante des mesures du FEDER COOPERATION
 - ▶ Renforcement de la visibilité et l'attractivité de La Réunion et accompagnement de l'internationalisation de l'économie réunionnaise :
 - ▶ Consolidation et création d'antennes à Madagascar et à Maurice (mesure 2-07), et mise en réseau
 - ▶ Renforcement des coopérations bilatérales développement durable, solidarité internationale (mesures 2-02 et 2-10)
 - ▶ Rapprochement entre les acteurs économiques (séminaires, conférences) et actions d'accompagnement (expertise, conseil, suivi) via la mesure 2-01 : dans un cadre compétitif autant que partenarial, les entreprises mettent en avant leurs avantages comparatifs dans le but de développer une stratégie industrielle à l'échelle régionale.
- ▶ D'autres facteurs intervenant dans l'internationalisation des entreprises
 - ▶ Les exportations sont fortement dépendantes de la conjoncture internationale (crise financière)
 - ▶ L'internationalisation des entreprises s'est développée de manière concomitante au développement d'outils d'ingénierie financière adaptés et à la structuration d'un secteur financier sur l'île.
 - ▶ Mise en place du Plan d'internationalisation des entreprises (PRIE)

Recommandations pour l'Axe 2 (3/3)

▶ Internationalisation des entreprises

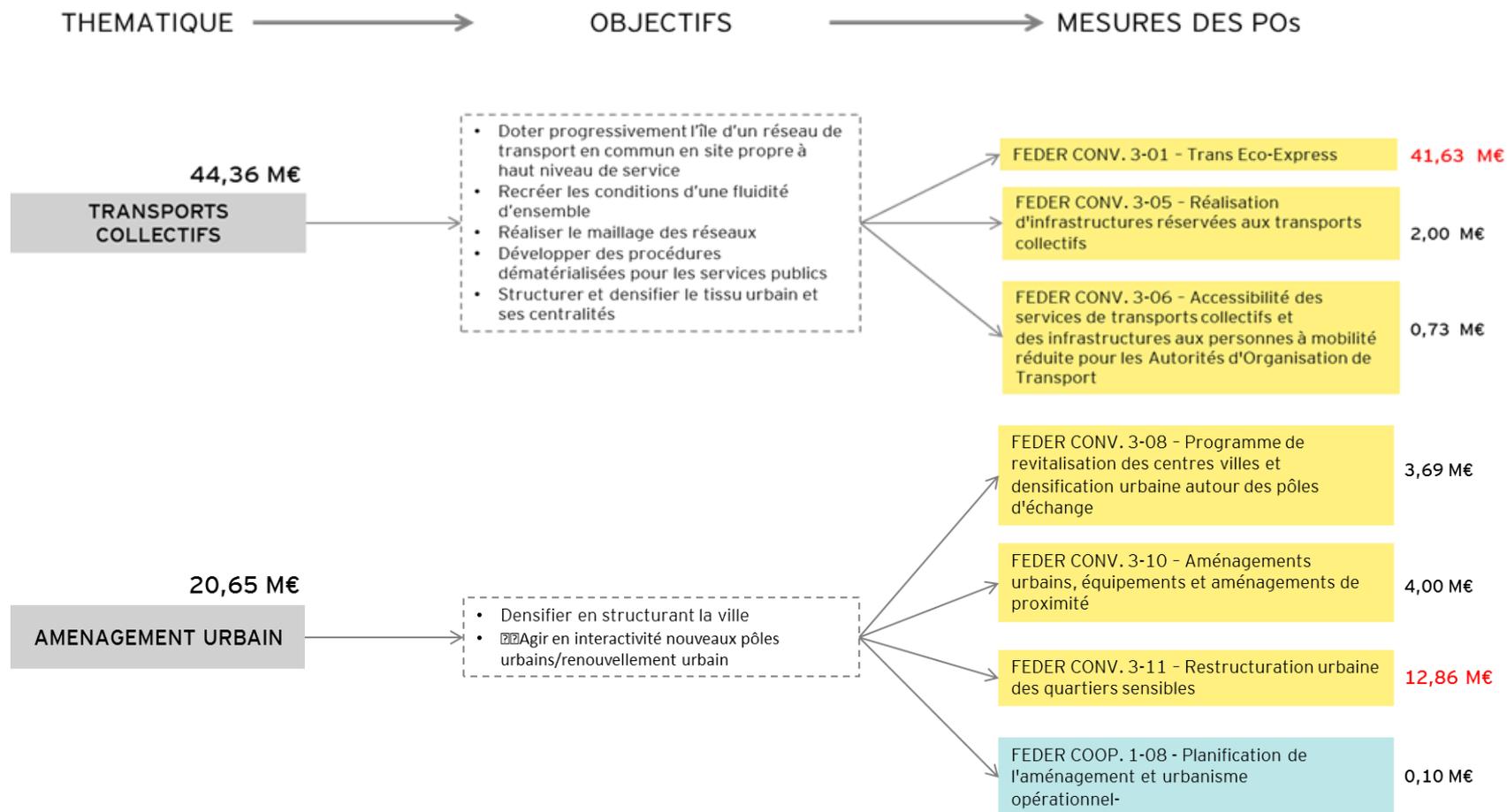
▶ Renforcer le volet accompagnement des entreprises.

- Cf. PRIE : accompagnement technique, développement des compétences et des connaissances des marchés.
- Approfondir les partenariats avec Maurice et Madagascar
- Conforter les partenariats scientifiques, de partage de savoir-faire dans la région OI
- Clarifier le cadre de gouvernance du PRIE afin de renforcer le rôle des acteurs réunionnais de l'export.



Axe 3: Compétitivité du territoire

3.1.1: Structurer et moderniser l'armature urbaine



Axe 3: Compétitivité du territoire

3.1.1: Structurer et moderniser l'armature urbaine

Elements d'analyse	
<p>Mesures "Transports collectifs"</p> <p>FEDER CONV</p> <ul style="list-style-type: none">3-01 : Trans Eco-Express3-05 : Réalisation d'infrastructures réservées aux transports collectifs3-06 : Accessibilité des services de transports collectifs	<ul style="list-style-type: none">· Cette thématique concentre 15% des montants programmés de l'Axe 3. Elle est surtout traitée par la mesure 3-01 : « Trans Eco-Express ».· La volonté d'améliorer l'offre de TCSP bus à court terme est justifiée au regard du contexte de saturation du trafic et de l'insuffisance des transports collectifs. Néanmoins, La Réunion ne pourra pas se passer à moyen terme de la création d'un réseau de transport guidé en site propre.· Réalisations :<ul style="list-style-type: none">· Mise en œuvre de 24 projets, dont plus de la moitié sont des études. La Région a également financé l'acquisition de 188 nouveaux bus.· La CIVIS en est la première bénéficiaire, avec 63% des montants programmés.· Les effets du programme sur l'amélioration des conditions de circulation des bus et, plus généralement, l'amélioration de l'offre de transport en commun, sont encore faibles. Les projets viennent d'être livrés.· Le programme a eu un impact positif sur la gouvernance, en favorisant la création d'un syndicat mixte des transports (SMTR).

Axe 3: Compétitivité du territoire

3.1.1: Structurer et moderniser l'armature urbaine

Elements d'analyse	
<p>Mesures "Aménagement urbain"</p>	<ul style="list-style-type: none">• Les mesures portent sur des opérations d'urbanisme dans des quartiers relevant de la politique de la ville : opérations ANRU de renouvellement urbain et mise en œuvre des Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS).
<p>FEDER CONV</p> <ul style="list-style-type: none">• 3-08• 3-10 : Aménagements urbains, équipements et aménagements de proximité• 3-11 : Restructuration urbaine des quartiers sensibles	<ul style="list-style-type: none">• En 2007, le taux de couverture de la demande de logement social est faible : 100.000 logements sociaux doivent être construits d'ici à 2020• Réalisations et résultats :<ul style="list-style-type: none">• Les mesures mises en œuvre ont surtout contribué à la construction, réhabilitation, et démolition de logements.• Le nombre de projets programmés en matière de développement urbain en 2014 (36 unités) est légèrement supérieur aux prévisions (30 unités).• Le nombre d'habitants concernés en 2014 (84 988) est en deçà de l'objectif (150 000), et peut s'expliquer par un effort de concentration des interventions.• Entre 2007 et 2014, le parc de logements locatifs sociaux a augmenté de 11.000 logements : les besoins demeurent importants.
<p>FEDER COOP</p> <ul style="list-style-type: none">• 1-08	

Dans quelle mesure les interventions relevant des tournants stratégiques de l'Axe 3 ont-elles permis de structurer et de moderniser l'armature urbaine de l'île ?

► Evolution de l'armature urbaine de l'île

- Réalisation de 10km de voie de TCSP nouveaux via le programme Trans Eco-Express
- Une réponse insuffisante pour répondre à l'ensemble des enjeux en matière de TC

► Contribution des fonds européens : principalement FEDER CONVERGENCE

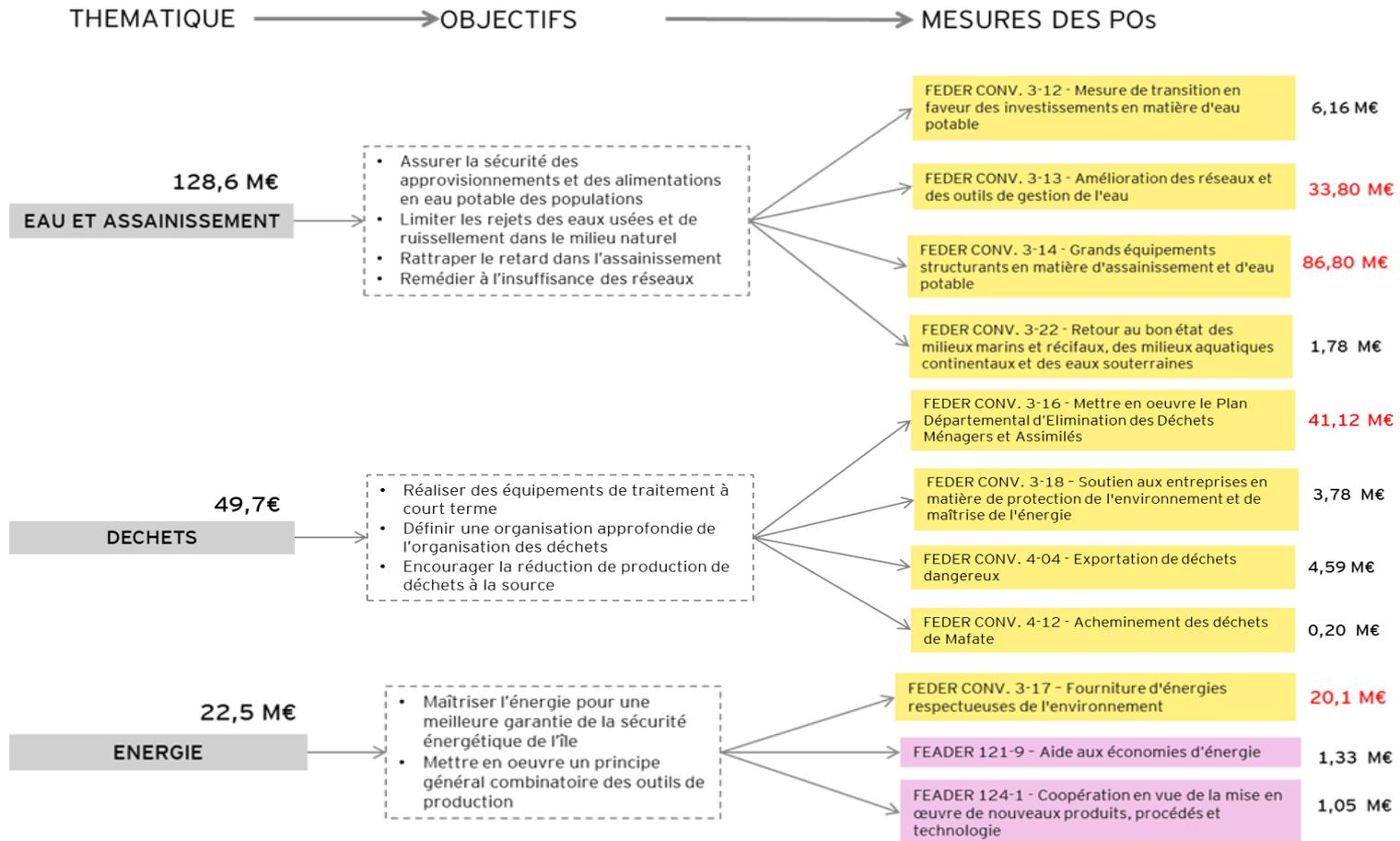
- Valeur ajoutée financière: 66 M€ de fonds européens en contrepartie des engagements des communes et de la région
- Absence de spécificités des cofinancements UE des projets d'aménagement urbain par rapport aux cofinanceurs d'autres projets similaires

► Facteurs externes

- Abandon du projet de Tram-Train en 2010 en lien avec l'annulation de la DUP et le changement de mandat
- Un projet qui s'inscrivait pourtant dans une logique de rupture forte (train et non bus)
- Adoption du SAR en 2011, qui préconise la réalisation du réseau routier et transport guidé à plus long terme

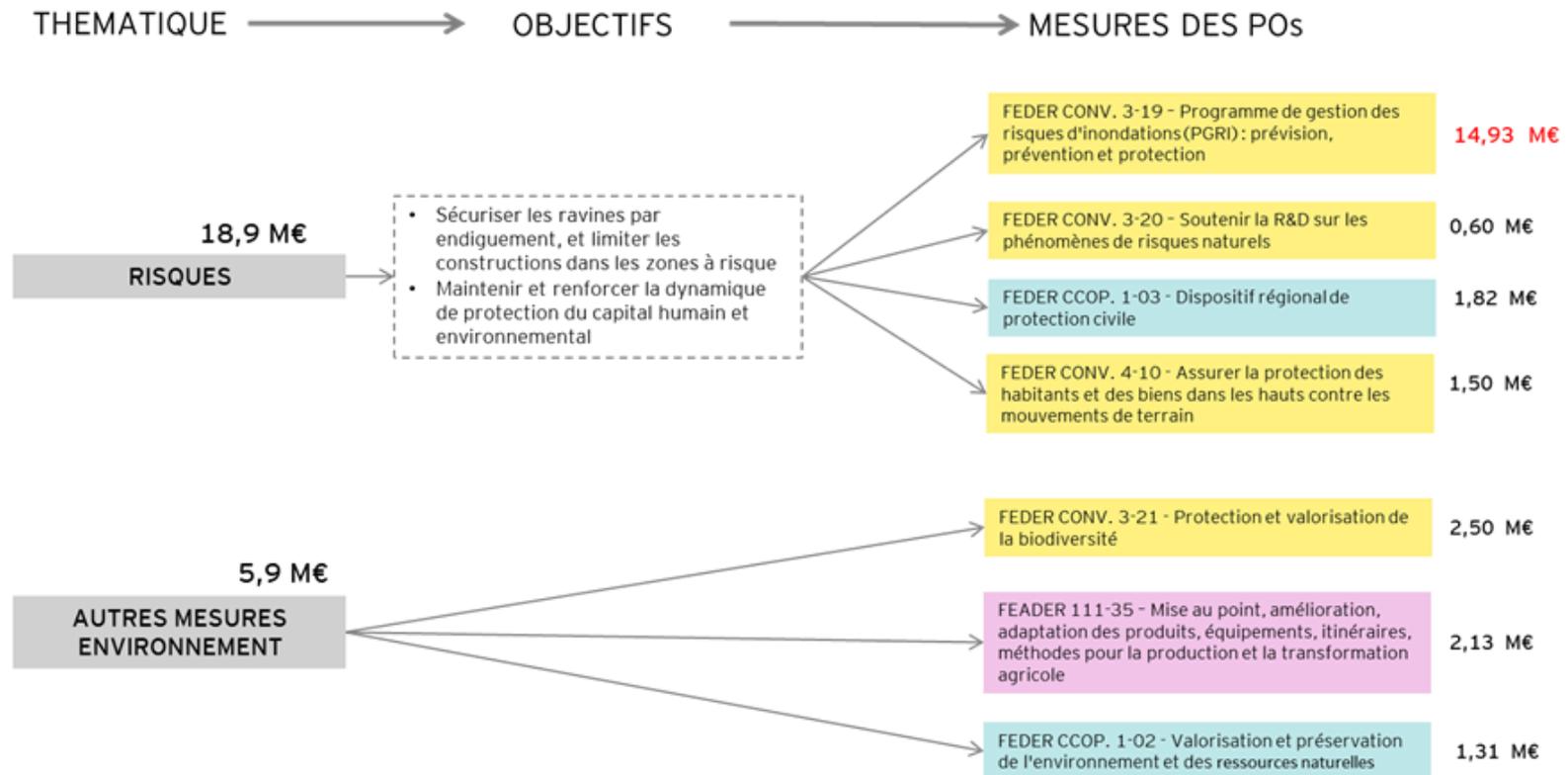
Axe 3: Compétitivité du territoire

3.1.2 : Considérer l'environnement, l'eau et l'énergie comme paramètres majeurs d'un nouvel aménagement



Axe 3: Compétitivité du territoire

3.1.2 : Considérer l'environnement, l'eau et l'énergie comme paramètres majeurs d'un nouvel aménagement



Axe 3: Compétitivité du territoire

3.1.2 : Considérer l'environnement, l'eau et l'énergie comme paramètres majeurs d'un nouvel aménagement (1/4)

Elements d'analyse

Mesures "Eau et assainissement"

FEDER CONV

- 3-12
- 3-13 « Amélioration des réseaux et des outils de gestion de l'eau »
- 3-14 « Grands équipements structurants en matière d'assainissement et d'eau potable »
- 3-22

• La thématique de l'eau et de l'assainissement concentre 44% des montants programmés de l'Axe 3. Les actions en faveur de la construction, de la rénovation et de l'extension des stations d'épuration étaient **nécessaires au regard du retard pris par La Réunion en matière d'assainissement.**

• Réalisations et résultats :

- Construction de 7 nouvelles STEP et réhabilitation de 7 STEP
- Deux projets représentent plus de 150 M€ d'investissements (Grand Prado et Cambaie)
- 611 783 personnes supplémentaire concernée par un dispositif de traitement des eaux usées conforme aux normes en vigueur.
- Les mesures ont indéniablement permis de rattraper le retard en matière d'assainissement, mais les défis à relever concernant l'eau potable restent importants



Axe 3: Compétitivité du territoire

3.1.2 : Considérer l'environnement, l'eau et l'énergie comme paramètres majeurs d'un nouvel aménagement (2/4)

Elements d'analyse	
<p>Mesures "Déchets"</p> <p>FEDER CONV</p> <ul style="list-style-type: none">3-16 PDEDMA3-18 « Soutien aux entreprises en matière de protection de l'environnement et de maîtrise de l'énergie »4-04 « Exportation de déchets dangereux »4-12 «Acheminement des déchets de Mafate »	<ul style="list-style-type: none">La thématique des déchets concentre 17% des montants programmés de l'Axe 3. La principale mesure participe à la mise en œuvre du PDEDMA.Ces mesures sont pertinentes au regard des enjeux pour l'île de la gestion des déchets et du retard pris en la matière : saturation à court-terme des stations d'enfouissement (Pierrefonds et Sainte-Suzanne), pénurie d'installations de traitement des déchets, insularités, etc.Réalisations :<ul style="list-style-type: none">Opérations de valorisation : mise en place d'outils de collecte, de tri et de plateforme de compostage, sous la maîtrise d'ouvrage des cinq EPCICréation du casier B du centre d'enfouissement de PierrefondsTrès peu d'actions de préventionAbsence de données chiffrées actualisées sur les résultats<ul style="list-style-type: none">Un des axes majeur d'amélioration consiste en l'augmentation du triAucune solution sur le long terme n'a été trouvée pour faire face à la saturation très prochaine des deux centres d'enfouissement

Axe 3: Compétitivité du territoire

3.1.2 : Considérer l'environnement, l'eau et l'énergie comme paramètres majeurs d'un nouvel aménagement (3/4)

Elements d'analyse	
<p>Mesures "Energie"</p> <p>FEDER CONV</p> <ul style="list-style-type: none">3-17 « Fourniture d'énergies respectueuses de l'environnement » <p>FEADER</p> <ul style="list-style-type: none">121-9 « Aide aux économies d'énergie »124-1 « Coopération en vue de la mise au point de nouveaux produits, procédés et technologies »	<ul style="list-style-type: none">Les mesures contribuant à cette thématique poursuivent l'objectif spécifique de diversifier les procédés de production et maîtriser la demande en ressources.Elles s'inscrivent dans les stratégies locales et répondent à de réels besoins :<ul style="list-style-type: none">Forte dépendance énergétique de l'île, notamment aux énergies fossiles (taux de dépendance énergétique de 87.4% en 2007)Objectif d'atteindre l'autonomie électrique d'ici à 2030 (SRCAE) alors qu'en 2007 la Réunion produit 37% de son électricitéRéalisations :<ul style="list-style-type: none">Financement de chauffe-eau solaires, de centrales photovoltaïques et de projets innovantsEchec notable du projet GERRI, en lien notamment avec les tarifs de rachat de l'électricité proposés par EDFRésultats<ul style="list-style-type: none">La dépendance énergétique de La Réunion demeure très importante (86.8%)L'autonomie électrique a diminué de 4 points

Axe 3: Compétitivité du territoire

3.1.2 : Considérer l'environnement, l'eau et l'énergie comme paramètres majeurs d'un nouvel aménagement (4/4)

Elements d'analyse	
Mesures "Risques"	
FEDER CONV	
<ul style="list-style-type: none">3-19 Programme de gestion des risques d'inondation3-20 « Soutenir la R&D sur les phénomènes de risques naturels »	<ul style="list-style-type: none">Les mesures en faveur de l'anticipation des risques sont concentrées sur la problématique des inondations, via la sécurisation des ravines.Les impacts potentiels des inondations sur la santé, l'économie et l'environnement sont effectivement très importants :<ul style="list-style-type: none">Près de 210 000 personnes habitent en zones d'inondations potentiellesL'inondation de certains sites industriels présente une menace pour l'environnement.Les mesures sont également cohérentes avec la directive 2007/60/Ce relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite directive "inondation".
FEDER COOP	
<ul style="list-style-type: none">1-034-10	<ul style="list-style-type: none">Réalisations et résultats :<ul style="list-style-type: none">Signature de cinq Programme d'action de Prévention des Inondations (PAPI)L'ensemble des dix bassins versants prioritaires de La Réunion ont été impactés par la mesure (études, travaux et/ou PAPI)

Dans quelle mesure les interventions relevant des tournants stratégiques de l'Axe 3 ont-elles permis de considérer l'environnement, l'eau et l'énergie comme paramètres majeurs d'un nouvel aménagement ?

- ▶ Evolution du contexte: des mesures de rattrapage permettant de limiter les effets négatifs sur l'environnement
 - Rattrapage du retard concernant l'assainissement : mise aux normes des STEP
 - Question de la saturation des centres d'enfouissement qui reste sans réponse
 - Baisse de l'autonomie énergétique de la Réunion sur 2007-2014 (nouvelle centrale fioul)
 - Mise en œuvre du programme de gestion des risques

- ▶ Forte contribution des fonds européens en particulier du FEDER Convergence
 - **Valeur ajoutée financière**, notamment sur l'assainissement : 86,8 millions d'euros (UE) programmés pour le financement des STEP

- ▶ Facteurs externes
 - Obligation légale de mettre aux normes les STEP, en lien avec la Directive Cadre de l'Eau (DCE)
 - Directive 2007/60/Ce relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite directive "inondation"
 - Baisse de rachat des tarifs de l'électricité + réglementation sur le photovoltaïque
 - Augmentation du parc automobile
 - Abandon du projet GERRI

Recommandations pour l'Axe 3 (1/2)

▶ Transports en commun

- Nécessité de réaliser un projet encore plus structurant que le Trans Eco-Express, à l'image du **projet de RRTG** inscrit dans le SAR

▶ Aménagement urbain

- Poursuivre les investissements en matière d'**équipements, services, offre de logements pour répondre aux besoins importants**

▶ Eau et assainissement

- Poursuivre la **mise aux normes de l'ensemble des STEP** et en particulier **raccordement des réseaux**
- **Reprendre les investissements en matière d'eau potable**

▶ Déchets

- Augmenter les efforts pour **réduire les déchets ménagers à la source**
- Trouver une solution pérenne pour faire face à la saturation des centres d'enfouissement

Recommandations pour l'Axe 3 (2/2)

▶ Energie

- **Réduire les consommations d'énergie dans les transports**, qui représentent aujourd'hui 62% des consommations énergétiques...
- ...et **poursuivre l'accroissement de la part des EnR** dans la production d'électricité

▶ Risques

Prendre en compte des faiblesses et menaces qui persistent :

- Un potentiel de recherche sur le climat encore faiblement valorisé
- Des dispositifs et outils d'évaluation et de suivi des risques qui peuvent être renforcés
- Des risques persistent : sanitaires, épidémiologiques, liés aux feux de forêts, etc.

▶ Transversal : lutter contre l'étalement urbain

- L'amélioration du réseau de **transports en commun** doit veiller à ne pas accroître ce phénomène
- Le **coût de l'extension des réseaux d'assainissement et d'eau potable** ainsi que **l'efficacité du réseau de collecte de déchets** sont dépendants de l'évolution de l'expansion urbaine

Le tournant stratégique envisagé a-t-il eu les effets escomptés?

Compétitivité humaine	<ul style="list-style-type: none">• Une véritable augmentation des compétences et de la qualification des réunionnais grâce aux fonds européens• Une position dominante de la recherche dans la région
Compétitivité économique	<ul style="list-style-type: none">• Un développement inégal des secteurs stratégiques (fort pour les TIC, partiel pour le tourisme, concentré sur la recherche et l'innovation pour l'agronutrition)• Un véritable développement des infrastructures d'échange leur permettant de rester dans la course• Une ouverture balbutiante des entreprises à l'international
Compétitivité du territoire	<ul style="list-style-type: none">• Une structuration insuffisante de l'armature urbaine de l'île• Des réponses partielles aux questions d'eau, de déchets et d'assainissement• Des besoins majeurs pour améliorer l'autonomie énergétique de l'île



Prochaines étapes

Prochaines étapes

Travaux à venir

Travaux à conduire	Dates
Restitution de le comité régional d'évaluation (potentiellement en visio / audio-conférence)	A définir? Mars 2016?
Comité de suivi final : examen des rapports d'évaluation 2015 (Communication + Tournant stratégique)	Avril 2016

Contacts

Véronique Ménez
Directrice de mission
EY – Secteur public
Tel : 01 46 93 59 96
veronique.menez@fr.ey.com

Marie Brunagel
Directrice exécutive
EY – Secteur public
Tel : 06 71 04 21 72
marie.brunagel@fr.ey.com



Building a better
working world